

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 22 DU 27 NOVEMBRE 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MAI 2015
ET AU 1^{ER} OCTOBRE 2015
(BASSE-NORMANDIE)
NOR : ASET1550048M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La FFB Basse-Normandie ;

La CAPEB Basse-Normandie ;

La fédération Ouest des SCOP du BTP,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives des employeurs et des salariés du bâtiment de Basse-Normandie se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Basse-Normandie à compter du 1^{er} mai 2015 et à compter du 1^{er} octobre 2015.

Article 2

Par dérogation à l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, à compter du 1^{er} mai 2015, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit :

- 150 : 1 477,72 € ;
- 170 : 1 497,44 € ;
- 250 : 1 984,30 € ;
- 270 : 2 112,91 €.

A compter du 1^{er} mai 2015, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 477,72	9,743
– position 2	170	1 497,44	9,873
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 552,95	10,239
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 712,20	11,289
– position 2	230	1 839,61	12,129
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 984,30	13,083
– position 2	270	2 112,91	13,931

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 373,99 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,372 €.

Article 3

Par dérogation à l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, à compter du 1^{er} octobre 2015, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit :

- 150 : 1 480,75 € ;
- 170 : 1 501,84 € ;
- 250 : 1 996,13 € ;
- 270 : 2 125,50 €.

A compter du 1^{er} octobre 2015, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 480,75	9,763
– position 2	170	1 501,84	9,902
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 559,02	10,279
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 718,88	11,333
– position 2	230	1 846,89	12,177
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 996,13	13,161
– position 2	270	2 125,50	14,014

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 375,44 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,397 €.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris (15^e), et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Caen.

Article 5

Le présent accord entrera en vigueur aux dates indiquées aux articles 1^{er}, 2 et 3 sous réserve de la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension à la date considérée.

Fait à Caen, le 27 novembre 2014.

(Suivent les signatures.)